



## Perspectives chinoises

81 | janvier-fevrier 2004  
Varia

---

### David M. Lampton (éd.), The Making of Chinese Foreign and Security Policy in the Era of Reform, 1978-2000

Stanford, Ca., Stanford University Press, 2001, 508 p.

Jean-Pierre Cabestan

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/926>

ISSN : 1996-4609

#### Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 février 2004

ISSN : 1021-9013

#### Référence électronique

Jean-Pierre Cabestan, « David M. Lampton (éd.), The Making of Chinese Foreign and Security Policy in the Era of Reform, 1978-2000 », *Perspectives chinoises* [En ligne], 81 | janvier-fevrier 2004, mis en ligne le 10 mai 2007, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/926>

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Tous droits réservés

---

## David M. Lampton (éd.), *The Making of Chinese Foreign and Security Policy in the Era of Reform, 1978-2000*

Stanford, Ca., Stanford University Press, 2001, 508 p.

Jean-Pierre Cabestan

---

- 1 Cet ouvrage apporte un regard à la fois équilibré et novateur sur les grandes tendances de la politique étrangère et de sécurité chinoise au cours du dernier quart de siècle. Par-delà les changements de dirigeants, entamés en 2002 à l'occasion du XVI<sup>e</sup> congrès du Parti communiste chinois (PCC), et l'interminable passage de flambeau entre Jiang Zemin et Hu Jintao, l'élaboration de ces politiques obéit à des règles pour partie traditionnelles et pour partie nouvelles qui attestent à la fois d'une plus grande complexité des mécanismes de décision et d'un processus d'apprentissage-adaptation (*learning-adaptation*) de la Chine sur la scène internationale.
- 2 Les quatre tendances lourdes identifiées par David Lampton dans son chapitre préliminaire sont incontestables : professionnalisation, pluralisation institutionnelle (*corporate pluralization*), décentralisation et mondialisation. Professionnalisation des acteurs qui participent à la préparation des décisions, elles-mêmes plus largement influencées par les avis des experts (voir le chapitre de Lu Ning) ; pluralisation institutionnelle, mais non institutionnalisée, marquée à la fois par une plus grande publicité des conflits d'intérêt entre les principales bureaucraties qui participent à l'élaboration de la politique étrangère et de sécurité (ministère des Affaires étrangères, ministère du commerce et des relations économiques extérieurs, Commission militaire centrale, etc.) et par une plus grande influence de ce qui tient lieu d'opinion publique dans ce domaine ; décentralisation des actions extérieures de la Chine, dont témoigne le dynamisme international des provinces et des grandes villes chinoise, qui a favorisé une influence grandissante des collectivités territoriales sur un certain nombre de décisions de politique étrangère — en particulier en matière économique, culturelle et frontalière (voir la contribution de Peter Cheung et de de James Tang) ; enfin, impact évident de la

mondialisation sur l'attitude adoptée par Pékin sur un certain nombre de dossiers, tel le contrôle des armements ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

- 3 Dédié à la mémoire d'Arthur Doak Barnett, qui joua un rôle pionnier dans ce type de réflexion, cet ouvrage met au jour le chemin parcouru par la recherche depuis le début des années 1980 et l'accumulation de connaissances sur les mécanismes de « fabrication » des décisions internationales de la Chine<sup>1</sup>. Ce livre tire aussi de ses nombreuses contributions un certain nombre d'enseignements sur les relations entre politique intérieure et politique étrangère, ainsi que sur le processus d'intégration en cours de ce pays à l'ordre international.
- 4 Les conclusions de l'éditeur comme de la plupart des contributeurs sont lucides : la politique étrangère chinoise, tributaire des priorités internes — en particulier le développement économique et la stabilité sociale — ainsi que du souci d'établir l'image internationale d'un Etat respectueux du droit international, n'en défend pas moins ce que la direction du PCC estime constituer les intérêts nationaux.
- 5 Ainsi Pékin adhère en priorité aux régimes internationaux qui ne contrarient pas directement ses intérêts. A cet égard, le chapitre d'Elizabeth Economy montre parfaitement pourquoi la Chine a choisi d'adopter une attitude pour le moins peu coopérative en matière de protection de l'environnement, notamment pour ce qui concerne le traité de Montréal sur les substances qui réduisent la couche d'ozone auquel elle accéda en 1991 et la convention cadre sur le changement du climat qu'elle signa en 1992. Mais du fait de ses divers engagements internationaux et aussi de la pression des Etats-Unis, pays dont elle a besoin pour son développement, la Chine a entamé sur certains dossiers une évolution *a priori* « tactique » qui est progressivement devenue « stratégique » en raison du coût croissant de tout retour en arrière. La contribution de Bill Gates sur l'évolution de la politique chinoise en matière de non-prolifération et de contrôle des armements illustre la réalité de cette « pente glissante » (*slippery slope*), à travers l'exemple de la signature par Pékin en 1996 du traité d'interdiction complète des essais nucléaires.
- 6 Nombreux, sans doute, seraient tentés d'étendre cette conclusion à l'entrée de la Chine à l'OMC. Mais comme l'indique Margaret Pearson dans son chapitre consacré à la négociation de cette accession, le processus d'apprentissage n'a pas été aisé ni unanimement approuvé. Et l'on sait aujourd'hui que ce processus n'interdit en aucun cas de multiples tentatives de résistances centrales comme locales aux engagements pris en 2001.
- 7 Ce qui frappe le plus, à la lecture de cet ouvrage, est la capacité du gouvernement central de maintenir un contrôle essentiel sur les grandes orientations de politique étrangère et de sécurité. Cela reste vrai pour une question aussi vitale que celle de Taiwan, comme le montre de manière très détaillée Michael Swaine. Cela est aussi une réalité pour la capacité du centre à gérer, voire à manipuler l'opinion publique. L'on ne saurait trop recommander la lecture du chapitre de Joseph Fewsmith et de Stanley Rosen. Distinguant trois types d'opinions publiques dont on peut évidemment discuter le bien-fondé — l'élite, c'est-à-dire les dirigeants du PCC ; la sous-élite (*sub-elite*), les intellectuels et les chercheurs ; et le peuple —, ces auteurs montrent à la fois combien ces divers groupes peuvent influencer, à des degrés divers, les décideurs dans leur conduite de la politique étrangère sans pour autant être parvenu, du moins pour l'heure, à les détourner de leurs objectifs essentiels.

- 8 Afin de pousser plus loin l'analyse, risquons la suggestion que la capacité du pouvoir de gérer ou de manipuler l'opinion devrait être mise en regard avec à la fois le discours de la propagande officielle et des manuels d'éducation sur les affaires internationales. Ainsi, lors du bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade en 1999, l'opinion publique chinoise avait depuis plusieurs semaines été « conditionnée » par des médias martelant une propagande pro-serbe (et pro-Milosevic) et anti-OTAN. De même, l'image négative du Japon d'après-guerre trouve probablement une large partie de sa source dans des manuels d'éducation et une presse qui rappelle de manière obsessionnelle le massacre de Nankin ou, avec une persistante inexactitude, le refus de Tokyo de s'excuser de ses crimes passés. L'on pourrait ajouter que la condamnation populaire sur le continent de l'ambition des autorités de Taiwan de réintégrer la République de Chine au sein de la communauté internationale s'explique largement par une propagande qui, depuis 1949, a élevé au rang de dogme la disparition cette année-là du régime nationaliste, et ceci en dépit de son maintien évident sur l'île de Formose.
- 9 Mais la propagande a ses limites. Et en Chine, des manuels scolaires qui continuent de rendre responsable la Corée du Sud de la guerre déclenchée par Kim Il-Sung en juin 1950 peuvent cohabiter avec une politique coréenne privilégiant Séoul au détriment de Pyongyang et destinée dans l'ensemble à attirer cette dernière capitale dans sa sphère d'influence. Montrant la spécificité et la complexité des intérêts de Pékin dans la péninsule, la contribution de Samuel Kim devrait être relue par tous ceux qui suivent la difficile négociation multilatérale engagée sur la question nucléaire nord-coréenne.
- 10 Au total, voici un livre d'une grande richesse auquel cette courte recension ne saurait faire justice. Et surtout un ouvrage qui ouvre de nouvelles et multiples pistes de recherche sur l'évolution présente du système politique chinois, de son fonctionnement et de son interaction avec le reste du monde.

---

## NOTES

1. Arthur Doak Barnett, *The Making of Foreign Policy in China*, Londres, I.B. Tauris, 1985, 160 p.